

Unité interdépartementale Drôme/Ardèche
Plateau de Lautagne
3 Avenue des Langories
26000 Valence

Valence, le 13/12/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 20/11/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

EVVA - Site Dreyfus

182 route de la Forêt
26000 Valence

Références : 20241213-RAP-DAEN1201
Code AIOT : 0006102785

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 20/11/2024 dans l'établissement EVVA - Site Dreyfus implanté Rue du Capitaine Dreyfus 26000 Valence. L'inspection a été annoncée le 25/10/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- EVVA - Site Dreyfus
- Rue du Capitaine Dreyfus 26000 Valence
- Code AIOT : 0006102785
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Ex IED - MTD

La chaufferie urbaine de Valence est autorisée à exploiter une turbine à gaz ainsi qu'une chaudière récente dans le bâtiment dit de cogénération (les anciennes installations du bâtiment historique

sont à l'arrêt). Les installations permettent de chauffer environ 5 000 logements, 7 écoles, 1 lycée, 8 bâtiments municipaux, 2 immeubles de bureaux et 1 site industriel et récemment avec le développement du réseau au sud : l'hôpital de Valence et le lycée Briffaut.

Les installations sont alimentées par trois antennes qui représentent un réseau de type fermé total de 13,5 kilomètres (27 allers - retours) soit 57 sous-stations.

Depuis le 1er janvier 2017 le réseau de chaleur de Valence est exploité par la société Énergie Verte de Valence (EVVA) – groupe CORIANCE depuis la fin de délégation de la société OMNITHERM (exploitation DALKIA).

L'exploitant a passé en basse pression l'intégralité du réseau de chaleur de Valence durant l'été 2017.

La nouvelle chaufferie principale est en fonctionnement au 182 route de la Forêt à Valence.

Depuis, le site de Dreyfus a vu son activité réduire (turbine fonctionnant une partie de l'année en hiver, chaudière appelée dans de rares cas en secours).

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des

suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;

- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Sécurisation des éléments de grande hauteur	AP Complémentaire du 05/07/2023, article 2	Sans objet
2	Suivi des éléments de grande hauteur	AP Complémentaire du 05/07/2023, article 3	Sans objet
3	Fermeture du bâtiment Charbon	Arrêté Préfectoral du 27/04/2000, article 3.2 – Article deux	Sans objet
4	Couvercle béton	Arrêté Préfectoral du 27/04/2000, article 2 – Article Premier	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Pour rappel, (extrait du précédent rapport d'inspection réalisée le 11/01/2022) :

" un courrier en date du 12 juillet 2021 a été remis à l'inspection. Il y est fait mention d'un arrêt définitif de la chaudière 3 et de l'absence de générateur en service dans le bâtiment "Ancienne chaufferie".

Ce n'est pas à proprement parler une cessation d'activité (pas de changement de régime du site global) ni une intention de libération de terrain. La ligne d'alimentation en gaz a été neutralisée. Les articles R.512-39-1 et suivants (notamment détermination du futur usage et mémoire de réhabilitation) ne s'appliquent pas à ce stade.

Néanmoins, par arrêté préfectoral complémentaire, l'inspection demandera la mise en sécurité de la cheminée historique et du filtre à charbon.

Un contrôle technique de solidité sera demandé dans ce cadre pour ces deux structures par un organisme spécialisé avec les préconisations en termes d'entretien et de surveillance sur le long terme.

L'exploitant appréciera la nécessité de sécuriser d'autres structures présentes."

L'exploitant n'avait pas identifié d'autres structures à sécuriser au titre de la solidité.

Un arrêté préfectoral complémentaire a été signé le 05/07/23.

L'exploitant a procédé à des actions qui étaient préconisées concernant le diagnostic de la cheminée et du filtre à charbon (compte rendu du contrôle technique de solidité datant de 2022).

L'exploitant s'est focalisé sur la levée des actions nécessitant une intervention avant mai 2023. Les

actions nécessitant une intervention avant mai 2025 n'ont pas toutes été réalisées.

Le contrôle technique de 2023 n'a pas été réalisé ce qui est un écart réglementaire à l'arrêté préfectoral complémentaire du 05/07/2023.

Un contrôle technique a toutefois été réalisé en 2024. Il tient compte des actions réalisées en 2023 et rappelle les actions à terminer avant mai 2025 (on note que des actions complémentaires ont été relevées).

L'exploitant doit solder l'ensemble des actions attendues avant le 17 mai 2025 et continuer à réaliser un contrôle technique annuel par la suite.

L'inspection a également été l'occasion de constater qu'un bardage manquant du bâtiment charbon avait bien été remplacé et qu'un couvercle béton au-dessus d'un tunnel technique a bien été changé au sol près du filtre à charbon. Ces deux points avaient été mis en avant lors de la précédente inspection de 2022 (les travaux avaient été commandés en 2022).

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Sécurisation des éléments de grande hauteur

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 05/07/2023, article 2
Thème(s) : Risques accidentels, Sécurisation des éléments de grande hauteur
Prescription contrôlée : Les préconisations formulées par l'organisme spécialisé dans les contrôles techniques de solidité de la cheminée et du filtre à charbon reliés au bâtiment historique de la chaufferie Dreyfus sont réalisées, conformément au rapport de diagnostic du 17/6/2022 référencé L-AGE202205-571, sous un délai compatible avec les préconisations.
Constats : Le rapport de diagnostic du 17/6/2022 référencé L-AGE202205-571 demande des actions sur la cheminée et sur le filtre à charbon. Concernant la cheminée, 4 désordres de faible gravité (à traiter en moins de 3 ans) sont cités. Concernant le filtre à charbon, 3 actions de faibles gravité (à traiter en moins de 3 ans) et 2 actions de gravité intermédiaire (à traiter en moins de 1 an) sont cités. L'exploitant a fourni rapport un rapport d'intervention CORIANCE datant de mai 2023 (datant donc de moins de 1 an avec le rapport du 17/6/2022 référencé L-AGE202205-571). Ce rapport fait état des interventions concernant les 2 actions attendues de gravité intermédiaire citées ci-dessus (désordres 1 et 5 du filtre à charbon). Concernant le désordre 1 une action a été réalisée (préparation du support et peinture anti-rouille). Concernant le désordre 5 les plaques de couvertures manquantes ont été remplacées. Sur site il a été constaté que ces deux désordres ont effectivement subi une intervention.

Pour les 3 actions de faibles gravité (à traiter en moins de 3 ans) du filtre à charbon :
Le désordre 2 a fait l'objet d'une action .
Le désordre 3 et 4 n'ont pas fait l'objet d'une action.

Pour les 4 désordres concernant la cheminée (à traiter en moins de 3 ans), il n'y a pas d'actions dans le rapport CORIANCE de mai 2023.

Sur site il a été constaté que de la peinture anti-rouille a été appliquée sur les boulons de serrage de la structure à la fondation (désordre 1 de la cheminée).

Remarque de l'inspection : Le rapport CORIANCE de mai 2023 est à mettre à jour avec les actions effectivement réalisées (bilan en fin de document non cohérent avec les actions et surveillance réalisés).

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Suivi des éléments de grande hauteur

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 05/07/2023, article 3

Thème(s) : Risques accidentels, Suivi des éléments de grande hauteur

Prescription contrôlée :

Un contrôle technique de solidité de la cheminée et du filtre à charbon reliés au bâtiment historique de la chaufferie Dreyfus est réalisé annuellement à compter de la notification du présent arrêté par un organisme spécialisé.
L'organisme spécialisé fournira ses préconisations en termes d'entretien et de surveillance sur le long terme par l'exploitant.
Les rapports de contrôle annuels, incluant les préconisations d'entretien et de surveillance, et les suites données à ces préconisations, sont tenus à disposition de l'inspection des installations classées. Sauf justifications dûment argumentées, les préconisations sont mises en œuvre dans des délais compatibles avec ceux exposés dans les rapports de contrôle.

Constats :

L'exploitant indique qu'il n'y a pas eu de contrôle technique en 2023. Il s'agit d'un écart vis-à-vis de son arrêté préfectoral qu'il conviendra de ne pas renouveler.

A noter que l'exploitant a fourni en séance un rapport de diagnostic réalisé par le même organisme que celui de 2022, référencé : AXI022406-4338 et daté du 30 août 2024.

Pour les désordres identifiés en 2022 :
Cheminée :

Désordre 1 : l'organisme constate que de la peinture anti-corrosion a été appliquée sur le boulon, mais il reste des traces de corrosion sur la platine. Un traitement complémentaire de la platine (anti-corrosion) est à réaliser (faible gravité, à traiter avant le 17 juin 2025).

Désordre 2 : pas d'action réalisée. L'exploitant a jusqu'au 17 juin 2025 pour traiter ce point de faible gravité.

Désordre 3 : pas d'action réalisée. L'exploitant a jusqu'au 17 juin 2025 pour traiter ce point de faible gravité.

Pour le désordre 4 : l'organisme n'a pas repris ce point relevé en 2022 (trace de rouilles ponctuelles au niveau de la fixation de l'élément de second œuvre).

Il convient de demander explicitement à l'organisme de diagnostiquer ce désordre avant le 17 juin 2025.

Pour mémoire, l'exploitant a jusqu'au 17 juin 2025 pour traiter ce point de faible gravité.

Filtre à charbon :

Désordre 1 : l'organisme fait état de traces de rouilles ponctuelles au niveau de la fixation de l'élément de métallerie. Il préconise de traiter la rouille et appliquer de la peinture anti-rouille avec refixation des éléments de métallerie. Ce désordre a été requalifié de niveau 3 (gravité intermédiaire) à niveau 2 (faible gravité, à traiter avant le 17 juin 2025).

Désordre 2 : l'organisme fait état de traces de rouilles générales et écaillage général de la peinture des éléments porteurs du filtre à charbon sans dégradation des éléments non structurels. Il préconise de traiter la rouille et appliquer de la peinture anti-rouille. Ce désordre reste qualifié de niveau 2 (faible gravité, à traiter avant le 17 juin 2025).

Désordre 3 : pas d'action réalisée. L'exploitant a jusqu'au 17 juin 2025 pour traiter ce point de faible gravité.

Désordre 4 : En juin 2022, l'organisme faisait état de fissuration millimétrique des massifs béton de poteau. Une surveillance à réaliser sur 3 ans était préconisée. L'exploitant déclare qu'il va intervenir avant le 17 juin 2025 pour réparer les fissures.

L'organisme a indiqué dans son rapport d'août 2024 qu'une peinture anti-rouille avait été appliquée et qu'il n'y avait pas d'action complémentaire requise.

Une confirmation sera demandée lors du contrôle 2025 par l'exploitant sur ce point.

Désordre 5 : l'organisme a constaté qu'aucune plaque de couverture n'était manquante.

Le rapport d'août 2024 de l'organisme fait état de nouveaux désordres :

Cheminée : désordre 5 :

Des trous et traces de corrosions légères sont constatés.

Le désordre est qualifié de faible gravité (à traiter en moins de 3 ans).

l'exploitant indique que ces petits trous ont été réalisés par test à l'oxycoupage. Il va les reboucher et appliquer une peinture anti-rouille avant le 17 juin 2025.

Filtre à charbon : désordre 6 :

L'ensemble de la plate-forme métallique présente des traces de corrosion (à traiter et repeindre anti-rouille).

Le désordre est qualifié de faible gravité (à traiter en moins de 3 ans).

L'exploitant souhaite réaliser cette action avant le 17 juin 2025.

L'organisme conclut :

Synthèse des désordres :

- Sur la cheminée :

Un bon état général de la structure avec des désordres ponctuels :

- Trace de rouille + écaillage de la peinture
- Platine corrodé en pied de cheminée et en pied de poteau intérieur

- Sur le filtre à charbon :

Un état général correct de la structure avec des désordres ponctuels :

- Trace de rouille générale sur les éléments porteurs du filtre à charbon avec écaillage de la peinture
- Corrosion sur l'ensemble de la plate-forme métallique.

La synthèse des préconisations est la suivante :

- Sur la cheminée :

- Un traitement de la rouille avec, par la suite, une couche de peinture anti-corrosion des éléments présentant des traces de rouilles
- Un contrôle visuel annuel de l'état de la cheminée.

- Sur le filtre à charbon :

- Un traitement de la rouille avec, par la suite, une couche de peinture anti-corrosion des éléments présentant des traces de rouilles
- Un contrôle visuel annuel de l'état des éléments métalliques du filtre à charbon.

L'exploitant réalisera l'ensemble des actions restantes avant le 17 juin 2025.

Le contrôle technique de solidité pour l'année 2025 sera réalisé avant la fin du mois d'août 2025.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Fermeture du bâtiment Charbon

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/04/2000, article 3.2 – Article deux

Thème(s) : Risques accidentels, Fermeture du bâtiment Charbon

Prescription contrôlée :

Les personnes étrangères à l'établissement, à l'exception de celles désignées par l'exploitant, ne doivent pas avoir l'accès libre aux installations.

Constats :

Le bardage manquant du bâtiment charbon a bien été remplacé.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Couvercle béton

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/04/2000, article 2 – Article Premier
Thème(s) : Autre, Couvercle béton
Prescription contrôlée : Les installations doivent être implantées et exploitées conformément au dossier de demande, sous réserve des prescriptions du présent arrêté.
Constats : Le couvercle béton défectueux a bien été changé.
Type de suites proposées : Sans suite